L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, DIMANCHE MATIN, 28 JUILLET 1878. 51me Année

MICHOUD & LIBERT, Propriétaires-Editeurs.

NOUVELLE-ORLEANS, DIMANCHE, 28 JUILLET 1878

VENTES A L'HOTEL DE BOURSE LUNDI

Par H. Stern & Co., au No 63 de la rue de la Bourse: Bateau, Bouillon et Bordeaux.

AVIS.

Aucune annonce de nature politique n'est admise à moins qu'elle ne soit payée d'avance.

Les Nationaux Greenbackers.

Dans un pays où le suffrage universel est la source de tous les pouvoirs, nous devons traiter avec gravité toutes les combinaisons politiques auxquelles l'exercice de ce droit peut donner lieu. Les mécontents veulent sans entraves tout comme ceux qui sont satisfaits. Les progressistes, les novateurs, les révolutionnaires, les radicaux, même les utopistes, veulent avec une liberté égale. Tous possédant et exerçant une partie de la souveraineté publique et tous ont par conséquent le droit de dire dans quel but ils voteront et quels hommes ils honoreront de leurs suffrages. Sous un pareil système, aussi complétement représentatif, toute opinion n'est à négliger, nulle ambition n'est à dédaigner. Il faut surtout compter l'opinion qui se présente au peuple avec l'appui du nombre quand même ce nombre n'est pas la majorité. Ce qui n'est pas la majorité aujourd'hui peut l'avoir demain ou dans quelques années, et la meilleure manière d'empêcher cet avènement, si l'opinion est dangereuse, c'est de la faire connaître et de la combattre sans délai avec la même ardeur et la même activité qui distinguent ordinairement les novateurs qui la produisent.

La guerre avait fait surgir le radicalisme qui, pendant une douzaine d'années, a plus fatigué les Etats-Unis que la guerre elle-même. Nous en sommes délivrés, mais ce radicalisme ne visait qu'à des changements de positions sociales, et ce n'est que par ignorance et par contresens qu'il blessait trop souvent les intérêts les plus légitimes. Ce radicalisme dans le fond, et de sa nature propre, n'était ni utopiste, ni socialiste, ni agrarien, ni partageux. Les Radicaux ne s'attachaient pas à des théories novatrices et bouleversantes; ils ne demandaient pas une révolution dans l'ordre économique des choses; ils y cherchaient seulement un moyen d'acquérir de la fortune en exploitant l'ordre politique à leur profit. C'est ainsi que nous avons vu en Louisiane un prolétaire parfait, un scalawag de tout crin et un carpet-bagger de la plus complète espèce, être tout à la fois un conservateur de première classe. C'est le double rôle qu'a joué ici Warmoth. Il a mis de tous les moyens pour arriver à la fortune, mais pendant qu'il y travaillait, il n'a jamais dit un mot à l'appui de ces théories qui doivent faire le bonheur du genre humain en profitant à tous. Warmoth, au contraire, était fort économe. Chaque profit, bien ou mal acquis, lui restait et ce sont ces profits accumulés et gardés avec soin qui ont fait de lui un des plus grands conservateurs des Etats-Unis.

Beaucoup d'autres lui ressemblaient qui n'étaient pas plus dangereux que lui. Tous ces hommes ont fait leur chemin dans la confusion, résultat de la guerre; mais ils n'ont laissé après eux aucune théorie de nature à créer des alarmes sociales. Il s'agit aujourd'hui de bien autres choses et de bien autres gens. Il s'agit de théories et de professeurs d'un ordre tout nouveau. Ces professeurs ont déjà des noms et des noms de parti. Ils se viennent pas seuls; ils ne sont pas isolés. Des masses de gens les suivent, écoutent ce qu'ils disent et y trouvent de l'intérêt. Ils sont connus sous les noms divers de travailleurs socialistes, de greenbackers et de nationaux. Ces trois dénominations ne signifient pas qu'ils diffèrent entre eux de principes. Leurs principes sont à peu près les mêmes et les hommes qui les professent ne se distinguent que par une audace plus ou moins accentuée. Ils répudient en majorité le communisme, parce que les plus habiles sont parvenus à leur faire comprendre que le communisme éloignerait d'eux une foule d'hommes pensant au fond comme eux, et ayant le même but qu'eux, mais ne voulant pas s'affubler d'une appellation odieuse et qui serait malsaine. Ils répudient tous aussi le partage des richesses publiques; mais leurs vues ne sont pas inoccupées pour cela, et bien que la voie tracée soit tortueuse, le but auquel elle conduit est d'une immense portée révolutionnaire. Voici à peu près le programme des Nationaux:

Ils demandent avant tout la réduction de la journée de travail sans réduction de salaire, bien entendu, et l'organisation de bureaux où serait enregistrée la situation industrielle des localités de manière à fournir aux ouvriers les renseignements dont ils ont besoin pour se diriger dans leurs recherches. Cela n'est pas tout à fait nouveau. Nous avons reproduit, il y a quelque temps, un article du journal des *Débats* où il était question du commerce du travail. M. de Molinari, auteur de cet article, pense que ce serait une amélioration pour la classe ouvrière. Mais poursuivons:

Les Nationaux demandent l'abolition des dettes publiques, sans comprendre faire tort, bien sûr, aux capitalistes qui en possèdent les titres. Le moyen est tout à fait ingénieux. Il consisterait à émettre une quantité de greenbacks représentant exactement le principal dû par l'Etat. Il est bien clair que ces greenbacks seraient délivrés en échange des titres. Par conséquent toute la dette serait payée depuis le premier cent jusqu'au dernier. Portant plus de dette et plus d'intérêt à payer. Qu'elle fortune après cela, disent les nationaux. Presque plus de taxe d'aucune sorte! Les contribuables seraient enfin délivrés et les travaux reprendraient sur tous les points. L'emploi de ce vaste capital circulant demeurait lieu à une foule d'entreprises, à des entreprises dont on n'a pas d'idée aujourd'hui, et l'ouvrier n'aurait plus qu'à choisir le travail qui serait le plus à sa convenance.

L'idée est merveilleuse [illegible] et nous comprenons [illegible] elle a été proposée [illegible] mais [illegible] plus d'argent [illegible] circulation [illegible] de papier [illegible] fois émis, [illegible] de tous; ils [illegible] qui [illegible] ne mêler que pour les renouveler et les remplacer quand l'usage les aurait rendus inappréciables. L'imagination [illegible] et [illegible] par cela de manière de payer la dette publique. C'est séduisant, et l'on se demande sérieusement qu'elle en serait la conséquence. Jusqu'à présent, les économistes entrés de politique [illegible] ne sont toutes tombées par des entreprises frappant toutes les classes de citoyens, bien que d'une manière inégale. Mais disent les nationaux, les [illegible] d'où le voilà [illegible] l'or et de l'argent dont l'emploi comme [illegible] n'était pas interdit. Tout le monde visait à les accaparer et négligeait le papier qu'on refusait de le prendre. Sa valeur était donc exposée à une baisse incessante qui devait préjudicier à la réduire à rien. De là la banqueroute et la catastrophe. Si l'or et l'argent étaient supprimés, le papier-monnaie resterait forcément la seule valeur courante et le prix n'en baisserait que lorsque l'industrie ne lui trouverait pas d'emploi, ce qui serait fort rare et en tout cas [illegible]

Ce raisonnement est juste. Mais l'histoire nous dit qu'il y eut une époque où [illegible] le Sénat [illegible] de simples suppressions légales de l'or et de l'argent comme circulation monétaire. Le Comité de Salut Public de la Grande Convention fit décréter la peine de mort contre ceux qui refuseraient de recevoir les assignats en remboursement de toutes dettes et de toutes obligations. Et cependant cette mesure ne sortait pas les assignats de la [illegible] et [illegible] comme des valeurs peu solides; et le système croula. Mais avoyons-le; il croula parce que les assignats [illegible] n'en firent pas autant. A défaut d'or et d'argent en France, on avait l'or et l'argent de l'Europe qui ne voulut pas suivre l'exemple du Comité de Salut Public, et ce voisinage fut funeste aux assignats. Il en serait de même en Amérique. Supprimez y l'or et l'argent comme valeur de circulation, et [illegible] le voisinage de l'or anglais, de l'or français ou hollandais ou belge, et vos greenbacks ne pourront pas mieux tenir que les assignats de la République française.

D'ailleurs, tout ce dont l'industrie qu'une certaine quantité de capitaux. Donnez-lui en tant qu'elle veudra, elle les employera à des choses inutiles et ne rapportant aucun bénéfice. Alors des milliers de travaux auront été accomplis en pure perte et il en résultera un appauvrissement jusque sa rapport avec la quantité d'entreprises inutiles que le papier-monnaie aura payées; l'appauvrissement, venant de là, sera général et la confiance universelle.—Nous continuerons cette revue une autre fois; mais nous constaterons tout de suite que les Nationaux ont une profonde horreur des dettes publiques et qu'ils veulent résolument à les abolir.

La dette de l'Etat du Mississippi.

Nous avons sous les yeux une brochure sur les ressources, la condition actuelle et les besoins de l'Etat du Mississippi et nous y voyons que sa dette ne s'élève qu'à $531,719, avec une population qu'on croit être maintenant de près d'un million. La dette est donc de 50 cents par individu. Quant à la taxe d'Etat, elle est fixée à 3 mills 1/2, ou 35 cents par 100 piastres, en y comprenant les dépenses courantes et le service de la dette en principal et en intérêt sur les bons.

Ici, en Louisiane, avec une population qui ne dépasse pas 850,000, nous avons une dette de 15 millions ou de 30 fois plus, ce qui fait 18 piastres par individu. Pour l'unique service de cette dette la taxe est de 5 mills 1/2 ou de 55 cents par cent piastres et de 13 mills en y comprenant les dépenses courantes, sans compter l'impôt sur le mobilier et les salaires, qui égalent bien à 2 mills en sus. On peut donc porter notre taxe d'Etat à 15 mills en tout.

Différence 11 mills 1/2 en faveur du Mississippi. Cette différence s'explique: Le Mississippi avait pour gouverneur un Alcorn quand nous avions un Warmoth. Alcorn a épargné les dettes à son Etat et annulé les prodigalités administratives. Ici nous n'avons eu de bornes ni pour les uns ni pour les autres et nous en payons aujourd'hui encore nous gémissons sous le poids d'un budget tout radical. Il est certain qu'on serait besoin d'un grand coup d'époque conventionnelle. Reste à savoir si une convention le donnerait.

DEPART.—Nous avons reçu hier la visite du jeune Mark Kaiser qui part ce soir pour l'Europe, où il compte rester deux ans, partageant son temps entre Paris et Vienne. Ces deux années seront consacrées à des exercices sous la direction des maîtres les plus habiles, parmi lesquels M. Léonard qui a fait tant d'élèves distingués dans l'art de la musique instrumentale. La force que Mark Kaiser possède sur le violon est déjà très remarquable, nous pouvons même dire hors ligne, et beaucoup de gens s'en contenteraient, mais pour notre jeune musicien cela ne suffit pas. Il a une plus haute ambition et veut devenir maître parmi les maîtres. Nous croyons qu'il atteindra son but et nous serons toujours prêt à lui donner tous les encouragements qu'il mérite.

THEATRE ST-CHARLES. — Le saint de Shakspeare donnera une seconde représentation, vendredi 2 août prochain, au théâtre St-Charles. Le spectacle se composera de: "The Wife or a Tale of Mantua." Vous remarquerez le jeune Shakspeare des billets qu'il a eu l'amabilité de nous adresser.

VINS DE BANDOL.—MM. Bassetti & Xiques, nos voisins, ont reçu encore à vendre deux ou trois cents barriques de vin de Bandol du propriétaire M. Molinier, A. Rouband [illegible] du vin de Bandol est exclusif de droits engageons les amateurs à ne pas attendre jusqu'à ce qu'il n'en reste plus.

[illegible] COMPTOIR, &c.—MM. Schmidt et Ziegler, 49, 51, 53, et 55 rue Pitiers, ont en magasin un fort stock d'excellents vins de la Californie, blancs et rouges, qui sont maintenant fort recherchés à cause de la modicité du prix de revient et que nous nous plaisons à signaler aux commerçants. Ils ont en outre de bons vins de Bordeaux, conserves alimentaires, huileries, qui méritent un commerce de détail aussi qu'aux familles à des conditions avantageuses. MM. Schmidt et Ziegler attendent en outre par le navire "Ste-Geneviève" un grand envoi de vins, eaux-de-vie, huiles, etc., etc. Voir leur annonce.

On trouvera dans nos colonnes une lettre de Paris adressée à M. Durieu par monsieur Brulème qui représentait à l'exposition. On verra que, malgré ce monsieur n'a pas [illegible] pour un emploi d'exposer les produits [illegible] une hélice et [illegible] pour [illegible] d'approbation [illegible] chasseurs parisiennes seront sous peu à Philadelphie et M. Durieu doit se rendre bientôt pour faire perfectionner des souliers américains sur mesure pour ces mêmes patrons.

PIANOS ET ORGUES.—Nous recommandons à l'attention du public musicien l'annonce de M. Philip Werlein qui a dans son vaste magasin, rue du Canal 135, un magnifique stock de pianos et orgues. Parmi les pianos sont cette de la fameuse fabrique de Chickering qui peuvent avoir des égaux mais qui n'ont pas de supérieurs. Nous signalons à ces instruments les pianos de Mathias et Hardtmann, fort estimés aussi et qui jouissent d'une grande faveur dans le monde musical. Quant aux instruments dont le son est fort longtemps et la sonorité en les plus agréables. Parmi les orgues [illegible] les instruments [illegible] Mason & Hamlin [illegible] vraiment supérieures. M. Philip Werlein offre aux acheteurs [illegible] libérales et sa [illegible]

CORRESPONDANCE TELEGRAPHIQUE ENTRE LE GOUVERNEUR NICHOLLS ET LE MAJOR R. A. BURNS.—Nous publierons, mardi prochain, la correspondance télégraphique entre le gouverneur Nicholls et le major Burns, à Pointe-de-Chêne, et celui-ci défendant si hautement les intérêts à Washington, sous la présidence de M. Grant.

Les dépêches sont fort intéressantes et très nombreuses; elles remplissent six colonnes de l'*Abeille*. Nous essaierons vous en donner une traduction dans le numéro de ce matin, mais nous avons dû renoncer au travail faute de temps.

Nous signalons cette correspondance à l'attention de nos lecteurs. Elle paraîtra dans les journaux américains de ce matin.

LOUISIANE.

On lit dans le *Moniteur de St-Jean-Baptiste*:

La convention démocratique de la paroisse St-Jacques, tenue le 20, a été composée délégués à la convention de Béton-Rouge, MM. Edward Gennell, J. B. Winchester, J. A. Drullet, F. Wangenheim et J. L. Gaudet) membres du comité central de la paroisse, MM. A. L. Bourgeois, F. M. Brignac, J. Gentil, J. B. Winchester, Jules Dupuzer, Aniceto Bourgeois, J. L. Gaudet, Ephège Blanc, S. A. Poché, F. A. Courrège, Dr O. Gaudet, P. S. Brand, Félix Falgoust, Désiré LeBlanc,—membres du comité pour la paroisse en général, MM. F. P. Poché, J. A. Drullet, E. C. Mire; membres d'un comité intérimaire de conférence, MM. A. L. Bourgeois, F. P. Poché, J. B. Winchester, J. L. Gaudet et J. Gentil.

—Les quatre délégués de la paroisse St-Jean-Baptiste à la convention démocratique de Béton-Rouge sont MM. M. A. Pujo, [illegible] Bergeron, L. Montégut et [illegible]

[illegible] de nos paroisses à la convention démocratique de Béton-Rouge ne [illegible] pas de prendre en sérieuse considération la candidature de M. P. Comes à la place de trésorier d'Etat. Si la capacité et la moralité sont des titres aux emplois, Comes possède ces titres au plus haut degré, et nous savons que tout le monde, en cette Louisiane qu'il a maintes fois parcourue de long en large, éprouve comme nous l'estime et l'affection dues à de telles et éminentes qualités.

—Le premier envoi de riz de la récolte de 1878 a été fait par M. Paul Grima, de St-Jacques, au moulin Steward & Kip. de la Nouvelle-Orléans.

—Nous avons le regret d'enregistrer cette semaine plusieurs décès, celui d'un enfant de M. Séverin Byfield et de dame Elise Trégre, âgé de 6 mois, le 22; de Jules, fils de M. Hilaire Lorio et de dame Laure Haydel, âgé de 4 ans, aussi le 22; et le 23, de Mme veuve Pierre Fanchoux, née Félonise Laurent, une digne, bonne et vertueuse personne, estimée de tous. Elle était âgée de 88 ans.

—Aux décès plus haut mentionnés, nous devons ajouter, à la date du 22, celui de M. Eugène Tanguy, âgé de 29 ans.

LES RAISINS.—Les raisins sont déjà mûrs, dit le *Louisianais* et si l'on faisait du vin en Louisiane, ce vin ne pourrait guère porter le nom rabelaisien de *parfait septembrale*, puisque les raisins de la Louisiane sont mûrs à la fin de juillet. Mais nous pouvons vous assurer que la vigne, ici, est dans son pays, qu'elle donne des grappes superbes et savoureuses, et que les habitants ont fort tort de ne pas la planter et la cultiver. Nous en avons fait l'expérience. Nos raisins sont beaux, bons et nombreux.

—Le correspondant du *Times* à Berlin, dans une dépêche en date du 10 juillet, relate en ces termes les observations qu'il a entendu énoncer dit-il, par un des plénipotentiaires anglais, sur le traité du 4 juin et l'occupation de Chypre:

Le traité de 1856 donnait à la France, à l'Autriche et à l'Angleterre le droit et le devoir de veiller à l'intégrité de l'empire ottoman, et cette intégrité même était la base du traité. Sans le moindre doute, après la dernière guerre et par suite du traité de San Stefano, le principe de l'intégrité de l'empire ottoman a été violé. Si la France et l'Autriche s'étaient déclarées disposées au concert pour sauvegarder cette intégrité, l'Angleterre n'aurait certainement pas hésité à se joindre à elles pour une action commune et pour maintenir le plus essentiel des principes contenus dans les traités de 1856 et de 1871.

Malheureusement la France et l'Autriche ne pouvaient ou ne voulaient pas se prêter à cette marche, et toutes deux déclarèrent que c'était une chose hors de leur pouvoir. Ce fut alors que l'Angleterre se vit contrainte, par sa situation et par des considérations d'intérêt supérieur, à assumer la défense de l'intégrité du territoire restant à la Sublime-Porte. Pour garantir cette intégrité, elle avait le choix entre quatre moyens: prendre possession de l'Egypte, occuper les deux extrémités du canal de Suez, saisir les Dardanelles ou occuper l'île de Chypre. En saisissant les Dardanelles, elle eût éveillé les susceptibilités de l'Europe entière; en prenant possession de l'Egypte ou en occupant les deux bouts du canal, elle aurait manifestement froissé les sentiments de la France.

Elle a préféré occuper l'île de Chypre, c'est-à-dire un point d'une importance si secondaire que jamais aucune puissance n'avait songé à faire des réserves en ce qui le concernait. Vu la nécessité où se trouve l'Angleterre de garantir les possessions asiatiques de la Porte, la France ne peut regarder l'occupation de l'île de Chypre que comme un acte de déférence envers elle, car elle ne peut pas ne pas deviner que l'Angleterre était libre d'adopter l'une des trois autres mesures dont j'ai parlé, et qu'elle était depuis longtemps encouragée à prendre. Je crois que la nation française, en considérant cette nécessité actuelle, reconnaîtra bientôt que l'occupation de Chypre, loin d'être un acte dirigé contre la France, a été suggéré à l'Angleterre par un ardent désir de concilier ses intérêts absolus avec les sympathies de la France, sur lesquelles elle ne cesse pas de compter.

GRUNEWALD.—On sait que le magasin de musique de M. Louis Grunewald, Nos 14 à 22 de la rue Bourbon, contient toujours une riche collection de pianos provenant de fabriques supérieures. C'est la seule [illegible] de Pleyel, Wolff & Co, de Pleyel, Wolff, Lyon & Healy, de Knabe, Hallet & Davis, [illegible] aujourd'hui pour être parmi les meilleurs facteurs d'Amérique. Le succès de ces deux instruments a été immense et le nombre qui en a été vendu par M. Grunewald s'élève à plus de 70,000, ce qui est une preuve de leur excellence et de leur popularité. On voit aussi dans le grand établissement dont nous parlons des orgues de toutes les fabriques estimées dans les Etats-Unis. M. Grunewald vend tout cela, en gros ou en détail, ainsi que des masses d'œuvres musicales aux conditions les plus faciles. Voyez Pannonce.

BIJOUTERIE, REPARATIONS.—La maison A. Bonnet & Cie, 65 rue Royale, offre des avantages exceptionnels aux personnes qui ont des achats à faire ou des montres à des bijoux à réparer. Elle a pour chefs d'atelier trois ouvriers en artistes de premier ordre. Son assortiment de marchandises nouvelles est considérable et les prix réduits élèvent la consommation.

Le modèle définitif du drapeau de l'armée française est composé au dessin approuvé par le ministre de la guerre. Il doit être terminé d'ici à peu de jours. S'il est décidément adopté, on en commencera aussitôt la fabrication. Ces drapeaux seront faits avec le plus grand soin; ils seront en faille de Lyon de première qualité, ornés de passementeries d'or très lourdes, confectionnées spécialement et surmontés d'une pique dont la base est formée d'une cartouche et entourée d'une couronne presque semblable à l'aigle romaine classique. Ces drapeaux exigent un travail sérieux, et on ignore encore s'il sera possible de les terminer en septembre. Il est donc inexact de dire que la date de la 25e de la revue des drapeaux est fixée définitivement.

Entendu aux Tuileries:

Une Bourguignonne à une de ses [illegible]

Tu n'es donc plus nourrice!

Si fait; mais à ce moment-ci, je suis [illegible] ouvrage!

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Nouvelle-Orléans, 28 juillet—Temps: vent du sud, temps plus frais et partiellement couvert. Pluies locales.

Température du 27 Juillet 1878.

Thermomètre de C. DURAMEL, Opticien.	Fahrenheit.	Centigrade.
6 h. du matin....	81	27
Midi.....	91	33
3 P. M.....	95	35
6 P. M.....	83	28

Départ par le lignes de Bateaux.—Geo Soule, Europe via New York; T C Manning, Warm Springs, N C; E C Adams, N Y; Mrs E K Moss, Miss E R Moss, Benj P Moss, Baltimore; Mrs W E Lawrence, Miss Guette, Wytheville, Va; Rev C W Kauff et femme, Miss Grant, Philadelphie; H L Flash, Mrs H L Flash, Miss Mary Dobson, Blount Springs; Prof J E Seaman, Chattanooga; Judge Wm T Houston, Europe via N Y; H W Turner, Washington, D C; Emile Legendre, Jr, Montgomery, White Sulph. Springs; T J O'Bry et domestique, N Y; R W Green, St Louis; H C Boucher et fils, Nashville; Miss O F Krab, N Y; Henry Kopman, Waukesha; Mlle E Thaly, Blue Ridge Springs, Va; F C Gehris, N Y; Mme M J Arledge, Marietta, Geo; Wm M Smith, Mlle Georgie Smith, Warm Springs, N C; J J Buckley, Europe via N Y; Geo Bartley, Christiansburg, Va; G E Winchester, Miss Dunzer, Aniceto Bourgeois, J. L. Gaudet, Ephège Blanc, S. A. Poché, F. A. Courrège, Dr O. Gaudet, P. S. Brand, Félix Falgoust, Désiré LeBlanc,—membres du comité pour la paroisse en général, MM. F. P. Poché, J. A. Drullet, E. C. Mire; membres d'un comité intérimaire de conférence, MM. A. L. Bourgeois, F. P. Poché, J. B. Winchester, J. L. Gaudet et J. Gentil.

Liste des passagers partis par la grande route populaire du Jackson: George H Curtis, Vicksburg; C D Anyter, New York; J W Burbridge, Washington, D C; John J Milarn, Chicago; Mrs A J Joura, New York; A Rougean Europe via New York; M Leschere, do; Mrs Goodwin et servante, Texarkana, Ark; Mrs M Gollard, Europe via New York; Mrs Rapho, do; Miss W Kaufman, Memphis; G Adams, St-Louis; W E Jones, Longview, Texas; Johnson Forter, do; C M Todd, Texarkana, Ark; John D Payer, Louisville; S Y Younger et famille, Norfolk, Va; S Weyman et femme, Greenbrier White Sulphur Springs Va; W W Wood, Pittsburg; L L Chreurn, Boston; W P Mellen, St-Paul, Minn; E Heath, Boston; W Levi, New York; J S Dugan, Boston; D Levy New York; A Aron, New York; M Vrit, New York; Mrs C Sabourin Chicago; N G Wilmott, N Y; F O Farguhar, Boston; Mme P Sandouhy du Michigan pour New-York; Jno W Stone et famille, Waukesha; D A Given, femme et enfants, Brownsville; E S Werzburger, Hot Springs, Ark; J D Miller et famille, Waukesha; Geo W Lawrence et famille, St-Louis; John Phelps Ecu, Président du Cotton Exchange, Louisville; Jno R Lindsey, Shreveport, La; W B Hancock, Louisville; Col. Brown, Waukesha; Dr B A Pope, Louisville; Mr Granger, Waukesha; Mme Granger, do; Mlle Granger, do; F Gates, St-Louis; E S Flint, Dallas, Tex; W W Corran, St-Louis; Wm Henry, Cincinnati; H P Flint, St-Louis; S P Bays, Memphis; E McGilligan, San Francisco, Cal; Jas G McCord, New-York; Oliver Van Rap, do; Col Ned Allen, do; John Armstrong, do.

La fièvre jaune.—Il n'a pas été annoncé de cas de fièvre jaune au bureau de santé depuis vingt-quatre heures.

Le Dr Taylor, secrétaire du bureau, croit que le fléau n'a atteint personne depuis trois jours.

On attribue aux médecins l'opinion que ce sont des fièvres de marais, et non la fièvre jaune, qui sévissent parmi nous.

Mme E. Marshall, garde-malades, domiciliée au No 65 de la rue Claiborne, où M. John G. Clark, parent du steamer E. B. Sonder, est mort dernièrement, nie avoir déclaré que M. Clark a succombé à la fièvre jaune; elle est persuadée et a dit au Dr Dowe, qui a traité Mr Clark, que celui-ci est mort de la fièvre intermittente bilieuse. Le docteur est du même avis qu'elle.

La glace. — On en parle beaucoup, on en parle dans tous les quartiers et dans toutes les classes, on en parlera tant qu'elle se vendra à des prix persistants et qu'on ne verra pas de perspective d'une quantité suffisante pour la consommation.

Il y a des personnes qui sont persuadées que les détenteurs n'eussent pas songé à de pareils bénéfices sans l'impuissance, l'injurie de ceux qui sont le plus intéressés à se procurer un approvisionnement; sans la facilité avec laquelle certaines opérations sont acceptées parmi nous. Espérons qu'elles ont tout de penser aussi.

Quoiqu'il en soit, nous ne nous sommes pas encore trouvés, en cours de l'été, dans une position aussi peu rassurante.

M. Pilsbury a été informé, hier, que St-Louis et Mobile n'ont pas plus de glace qu'il en faut en ville.

A Chicago, la glace peut s'acheter à raison de huit piastres la tonne et être transportée ici, en quarante-huit heures, à raison de huit piastres. A Memphis, elle coûte quatorze piastres seulement. Le Maine nous fournit en quantités illimitées, livrée sur les rails, à trois piastres.

Le maire, après avoir lu quelques dépêches qui lui sont adressées depuis le commencement de la crise, a offert, à une ville de l'Ouest, soixante piastres de la tonne livrée à la gare du chemin de fer.

Attendons avec autant de patience et de résignation que possible.

Le desséchement de la ville.—M. D'Hémécourt est d'opinion qu'il faudrait, pour dessécher la ville:

Placer, à l'angle de la levée de la ligne inférieure et de l'avenue de la Floride, une machine qui jetterait l'eau dans une des branches du bayou Bienvenue; une machine sur l'avenue du peuple, à l'intersection du chemin de Gentilly. Le machine de l'avenue de Londres est placée de manière à être d'une très grande utilité.

Il faudrait que chacune de ces machines et roues à dessécher fût placée sur des canaux latéraux afin que l'eau, passant par des écluses, tombât dans le grand canal, ce qui arrive fréquemment lorsque le Lac est bas.

Il faudrait fouiller un canal sur l'avenue de la Floride jusqu'au canal Marigny, un sur l'avenue Lafayette et un sur l'avenue de la Pologne. Il faudrait que ces trois canaux partissent de la rue Claiborne et s'étendissent jusqu'au canal de l'avenue de la Floride. L'eau, grâce à eux, arriverait, avec rapidité, aux machines à dessécher.

Les trois machines aideraient beaucoup au desséchement des terres situées entre le canal Carondelet et le nouveau canal. Il pourrait en d'établir, dans cette dernière partie de la ville, une machine double qu'il faudrait placer sur le canal d'Orléans, à l'intersection du coteau de la Métairie.

Mais nous n'avons pas d'argent.

Quand en aurons-nous?

Qui se chargera de sonder les profondeurs de notre avenir financier?

Eclipse. — Il y aura, demain, lundi, 29 juillet, une éclipse du soleil. Elle commencera vers quatre heures moins dix minutes et cessera vers six heures moins neuf minutes.

Elle sera presque totale durant trois minutes.

Elle sera visible dans presque toute l'Amérique du Nord.

Le ferme des marchés. — La ferme du marché Trémé, pour le mois d'août, rapportera à la ville $1580; celle du marché Lafayette $1260; celle du marché St-Marie $475; celle du marché de la rue des Magasins $1680; celle du marché Claiborne $250; celle du marché de Jefferson City $115; celle du marché Somparu $1150; celle du marché de la Nouvelle rue $580; celle du marché d'Alger $16; celle du marché Dryades $1625.

Le fermier du premier de ces marchés est M. B. Beoube; celui du deuxième, M. J. Larrieux Jr.; celui du troisième, M. D. Dentagnan; celui du quatrième, M. Jean Dies; celui du cinquième, M. C. Fox; celui du sixième, M. D. Monleuzn; celui du septième, M. Jean Dies; celui du huitième, M. Louis Seider; celui du neuvième, M. J. C. Lawrence; celui du dixième, M. J. Larrieux; celui du onzième, M. J. B. Dumestre.

M. J. Artignes avait offert $3,355 du marché aux fruits et aux légumes; MM. J. Tujacques & Co. $2,300 du marché français aux viandes; M. C. Fox $2,900 des marchés Poydras et Pilié; M. Joseph Heth $195 des marchés Washington et Port; leurs propositions ont été rejetées, et ces marchés seront offerts de nouveau à l'enchère publique.

Un audacieux voleur.—Hier, entre une et deux heures de l'après-midi, un filou qui n'exécute pas ses coups à la faveur de l'obscurité, s'est laissé tenter par les bagues, chaînes de montres et autres bijoux de prix symétriquement exposés dans la vitrine de notre voisin, M. Rouyer, à l'angle des rues Conti et Chartres. Après une vrille, maître coquin avait déjà percé une des planches de la vitrine et s'apprêtait à y introduire un fil de fer au moyen duquel il devait soustraire à son gré ceux des bijoux qui flattaient le plus son bon goût, lorsqu'un indiscret gamin l'a surpris opérant et lui a fait prendre la fuite en appelant le propriétaire de l'établissement qui se tenait dans une pièce en arrière du magasin, et qui ignorait le danger menaçant. Le foule de curieux stationnée devant le magasin de M. Rouyer nous a fait croire tout d'abord à un accident, et ce n'est qu'en allant aux renseignements que nous avons appris la vérité.

Il n'est pas de jour que nous n'ayons à parler dans cette chronique de vols commis la nuit, mais rarement avons-nous à parler de vols commis en plein jour et plus rarement encore de vols comme celui qui fait le sujet de ces lignes.

Paragraphes. —Les propriétaires de salons de bière sont décidés à servir du liquide froid à leurs clients.

—La compagnie du chemin de fer qui s'arrête à l'Hôtel du vieux fort espagnol vient de recevoir un nouveau dummy.

—On a remarqué la présence de chefs républicains dans les assemblées des mécontents.

—La société de bienfaisance mutuelle des pacotilleurs qui transportent en charrettes les marchandises qu'ils vendent, donnent un pique-nique, le dimanche, 1er septembre.

—Les réparations de la rue Carondelet, de la Huitième rue à l'Avenue Peters, sont presque achevées. On se plaignait, depuis nombre d'années, de l'état de cette partie d'une des nos plus longues et plus belles rues.

—M. D'Hémécourt, ingénieur de la ville, dresse en ce moment un plan qui indiquera les nouveaux débarcadères des steamers et de barges—débarcadères qui se trouveront près de celui des bateaux à vapeur.

—Le gouverneur a reçu la nouvelle de la mort de M. G. T. Voorhies, assesseur de la paroisse Avoyelles.

—M. Hutchinson, au nom de la ligne de steamers Morgan, qui font le service entre la Nlle-Orléans et New-York, a proposé aux impérateurs de transporter de la place, de la ville impériale à la nôtre, mais il n'a pas pu s'entendre avec eux. Ces monarques ne voulaient en donner que vingt piastres la tonne; M. Hutchinson n'a pas accepté leur proposition, car la place fondant, il ignorait à combien elle lui reviendrait livrée sur notre place. Il s'est cependant engagé à la transporter, comme par le passé, aux taux ordinaires; les importateurs lui ont répondu qu'ils attendaient plusieurs navires dont les cargaisons leur permettraient de répondre à la demande pendant quelque temps, et que, d'ailleurs, la glace de New York est de qualité inférieure.

—On attend de la glace par les navires suivants, qui sont partis de Bath, Etat du Maine: 1400 tonnes par l'Andrew Jackson, qui a fait voile le 25 juin; 1450 par le Zéphir, qui a fait voile le 30 juin; 600 par le Remington, qui a fait voile le 30 juin; 600 par la goélette Hankell, qui a fait voile le 2 juillet; 1500 par la goélette Lydia Scofield, qui a fait voile le 18 juillet.—Les navires Alexandria, China, Scotia et Caledonia prennent chacun, en ce moment, un chargement de 1400 tonnes.

—Le grand jury a présenté trois nouveaux chefs d'accusation de faux contre William H. Wilder, ingénieur civil. Il s'agit du plan du fabourg St. Jean, dressé par Lafon, en 1809.

—Le maire, dans une entrevue qu'il a eue, hier apèmidi, avec M. Warner et les représentants du Crescent City Ice Company, a fait observer à ces messieurs qu'il était bien temps de mettre les consommateurs à l'abri des extorsions des détaillants. Il a été décidé que la glace sera fournie aux char dans toutes les rues, au prix de quarante piastres la tonne, et que les les prix seront positivement réduits à l'arrivée du premier navire. M. Warner et ses collègues étaient convaincus que nous aurions une abondance de glace à la Nlle-Orléans; aussi n'en eut-il pas fait demander au Nord avant le 10 août. Ils déclarèrent qu'ils vendent, journellement, de la glace à raison de dix et onze piastres la tonne, à ceux qui ont fait des contrats avec eux, et qu'il ne reste pas à la compagnie cinq tonnes par jour après que les conditions des marchés ont été remplies.

—Une pipe qui se forme originale et que son ancienneté rendait curieuse, a été trouvée vendredi soir, rue St. Pierre, non loin de la rue Royale, et déposée à la station de police de la place Jackson. Cette pipe, cette relique plutôt, envoyée à l'Exposition de Philadelphie, n'est pas de l'objet le moins remarqué. Son propriétaire pourra la réclamer en prouvant ses titres. Avis à qui de droit.

L'ITINERAIRE DES TRANSATLANTIQUES.—Extrait des minutes de la chambre de commerce du Havre:

Lecture est donnée par M. le président, d'une lettre en date du 20 juin, par laquelle M. le ministre de l'Agriculture et du commerce fait connaître que la Compagnie générale transatlantique, tenant compte des observations qui lui ont été présentées au sujet de ses demandes d'itinéraires, a [illegible] de substituer au régime actuel un système dont l'économie se résume ainsi:

"Le service de la ligne du Havre à New York ne subirait pas l'amoindrissement que la Compagnie avait d'abord poursuivi. La ligne de Saint-Nazaire à Colon-Aspinwall, ainsi que son annexe sur Cayenne, serait maintenue dans les conditions actuelles. La ligne du Mexique, devienrait définitivement directe comme elle l'est en ce moment, en vertu d'une autorisation subordonnée à la durée de l'Exposition; elle s'enrichirait d'une escale au Cap-Haïtien et serait mise en communication au moyen d'annexes, d'une part, avec Jean-de-Porto-Rico, Mayaguez, Jacmel, Port-au-Prince, Santiago de Cuba, de Kingston; et, d'autre part, avec la Guadeloupe et la Martinique.

La ligne du Havre-Bordeaux à Colon passerait par la Pointe-à-Pître, la Basse-Terre, Saint-Pierre, Fort-de-France, Leguayra, Porto-Cabello et Savanilla. Nos colonies de la Martinique et de la Guadeloupe, auxquelles les itinéraires actuels assurent une double communication directe avec la métropole, conserveraient ces avantages au moyen de la ligne de Saint-Nazaire à Colon et du Havre-Bordeaux à Colon; plus [illegible] centre, d'une troisième communication s'opérant au moyen d'une ligne annexe venant se greffer à Saint-Thomas sur la ligne du Mexique."

La chambre, invitée à émettre son avis sur ces propositions, charge de les examiner la commission nommée à l'occasion des demandes précédentes et qui était composée de MM. Latham, Libert et Deschamps.

On télégraphie de Berlin au *Journal des Débats*:

Je puis vous donner des détails authentiques sur les instructions qu'avaient reçues du départ les plénipotentiaires russes. Lorsque le comte Chouvalof, venant de Londres, se présenta au Palais d'Hiver de Saint-Pétersbourg, il promit avant de le voir le chancelier de l'empire, bienveillance. Assuré des intentions de l'Angleterre, il donna au tsar la certitude que la Russie trouverait en Bismarck le Russie. L'impératrice, qui s'intéresse beaucoup au Monténégro, lui demanda encore s'il fallait abandonner les prétentions russes agrandissements à la principauté. Sur sa réponse affirm